18ème Dialogue Franco-Allemand – Vivre dans des régions frontalières (européennes)

« Le Multilinguisme dans les régions frontalières : analyse, politiques, pratiques »

22.-24.06.2016

« Les limites de mon langage signifient les limites de mon monde » (Ludwig Wittgenstein)

Actuellement, environ 70 langues sont parlées en Europe. Parmi celles-ci, on trouve des langues parlées par plus de 100 millions de personnes ainsi que des langues locales maitrisées seulement par 200 à 300 personnes. On considère aujourd'hui comme généralité le fait que les compétences linguistiques revêtent une importance de plus en plus grande pour les individus, à une époque de mondialisation, et qu'elles facilitent le travail, les études et les voyages transfrontaliers. Dans un même temps, une langue signifie bien plus qu'une communication verbale. Elle est la clé pour comprendre les autres cultures et permettre la construction d'une identité commune.

Compte tenu de la polycrise du processus d'intégration européen durant depuis des années et de la progression des tendances de renationalisation, l'aspiration à un sentiment de « communauté européenne », à savoir d'un renforcement de l'identité européenne, est considéré actuellement par beaucoup de personnes comme une rêverie naïve tout au plus.

Cependant, ceux qui, en dépit de toute divergence actuelle, ne sont pas prêts à renoncer au rêve européen d'une unité dans la diversité, reconnaissent que la promotion systématique du plurilinguisme à l'échelle européenne joue un rôle fondamental dans sa réalisation.

Depuis le début des années 2000 déjà, l'Union européenne a lancé de nombreuses initiatives pour atteindre l'objectif déclaré d'« une langue maternelle + 2 », selon lequel chaque citoyen européen doit à l'avenir maitriser au moins trois langues. En tant qu'acteur supranational, elle dispose cependant sur ce terrain de compétences réduites. Cela explique pourquoi ses efforts se sont limités jusqu'à présent à faire des recommandations et à établir un cadre de référence commun.

Par conséquent, les progrès dans le domaine du plurilinguisme dépendent de manière décisive de la volonté et de l'action politique des différents Etats membres. (Jusqu'à présent, à peine la moitié des citoyens européens reconnaissent parler une langue étrangère). Les régions frontalières en particulier se retrouvent en position de pionnier étant donné que les marchés de l'emploi et les loisirs s'organisent ici souvent bien au-delà des frontières étatiques. Il en est de même dans la Grande Région SaarLorLux et la région Oberrhein/Rhin supérieur qui, avec le Luxembourg et la Suisse, intègrent deux états plurilingues comme éléments de l'organisation territoriale.

Les stratégies et les documents d'orientation adoptés au cours des dernières années reflètent la prise de conscience politique de promouvoir, pour le plus grand nombre possible, le long de la frontière franco-allemande, le contact avec le voisin immédiat et sa langue.
On s'accorde à reconnaitre que la connaissance réciproque de la langue du voisin respectif constitue une condition essentielle pour un développement dynamique de notre espace vital et économique transfrontalier.

Après que la Charte pour le plurilinguisme de la conférence du Rhin supérieur ait souligné déjà depuis trois ans l'importance de l'enseignement et de l'apprentissage de la langue du voisin, il a été fixé comme objectif, aussi bien dans la Stratégie France de la Sarre (2014) que dans la Stratégie Allemagne de la Lorraine (2015), de compléter de manière conséquente la langue administrative et culturelle spécifique à chacun par la langue du voisin, comme langue de communication, et de créer ainsi un espace plurilingue puissant, marqué du sceau franco-allemand.

Dans le cadre du 18ème Dialogue Franco-Allemand (DFD) en cette année 2016, Mathieu Klein, Président du Conseil Départemental de Meurthe-et-Moselle, a réaffirmé cette revendication :
« La Région Grand-Est doit devenir dans 30 à 40 ans la première région trilingue de France. »

En marge de l'objectif à long terme de créer des espaces vitaux plurilingues, des aspirations économiques et axées sur la politique de l'emploi à court terme placent la promotion des compétences linguistiques au centre des intérêts des décideurs politiques et de l'économie.

D'une part, une communication adaptée au marché cible, à savoir des connaissances linguistiques spécifiques de la part des travailleurs, devient de plus en plus importante sur un marché toujours plus grand, justement parce que le marché décloisonné des produits se nivèle davantage en raison de mesures de standardisation.
D'autre part cependant, l'accent est mis concrètement depuis quelques années sur la lutte contre le chômage dans les régions frontalières françaises et sur la pénurie de main d'œuvre qu'on cherche à combler du côté allemand. Notamment depuis la crise bancaire et des dettes souveraines des années 2008 et suivantes et du chômage croissant des jeunes (il se situe actuellement en Lorraine à environ 20%), la mobilité transfrontalière est considérée comme un instrument important pour les combattre. Dans ce contexte, les connaissances en langues étrangères servent de base pour augmenter l'employabilité et participer au marché de l'emploi transfrontalier.

Dans la Grande Région et dans le Rhin supérieur, le travail transfrontalier est déjà une réalité vécue : les deux régions sont considérées comme les espaces frontaliers les plus dynamiques de l'ensemble de l'UE en terme de pendulaires. L'année dernière, environ 314.000 personnes ont franchi chaque jour la frontière pour aller travailler (220.000 dans la Grande Région, 94.000 dans le Rhin supérieur).

Toutefois, dans ces espaces frontaliers apparemment perméables, la mobilité (pré)professionnelle n'est en aucun cas une évidence. Il existe toujours des obstacles divers, administratifs et émotionnels qui rendent difficile le passage de la frontière.
La barrière de la langue en est un aspect central. Dans le cadre d'une étude menée par l'Institut franco-allemand, 75% des habitants interrogés dans les deux régions frontalières franco-allemandes ont reconnu ne pas avoir assez de connaissance linguistique pour se déplacer de manière autonome dans le pays du voisin. A ce sujet, 37% ont dit « ne pas maitriser du tout » la langue du voisin et les autres 37% juste « un peu ».

Outre la barrière linguistique, des systèmes de formation et juridique et des cultures diamétralement opposés se rencontrent. Cela se voit particulièrement dans les obstacles bureaucratiques, par exemple dans la question récurrente de la reconnaissance des compétences et des diplômes obtenus.

Indépendamment de tous les déséquilibres économiques actuels entre l'Allemagne et la France, il semble qu'une simple intégration des deux systèmes ne soit pas possible à long terme. La logique de coopération nécessaire sous-entend plutôt une plus grande compréhension mutuelle de l'autre et de ses contraintes institutionnelles. Aussi bien les

discussions du DFD de cette année en 2016 que celles de l'année dernière en 2015 ont confirmé cela.

Dans les discours et accords politiques, on tombe toujours sur une « *compétence France* » ou « *compétence Allemagne* » qu'il faut renforcer. En revanche, on cherche en vain des concrétisations de ces mots clés et la présentation des plans d'action qui doivent promouvoir ces compétences auprès des citoyens des régions. Il apparait clairement que des instruments appropriés pour transmettre les compétences de communication et de coopération des deux côtés des frontières sont nécessaires afin de réaliser concrètement les stratégies politiques et atteindre les objectifs ambitieux. L'objectif du DFD de cette année a consisté à les identifier et à les différencier selon les groupes-cibles.

Afin d'éviter une concentration unilatérale sur l'apprentissage scolaire des langues étrangères et la preuve formelle du niveau de langue, ainsi que pour comprendre les réalités linguistiques dans les régions frontalières, en ce qui concerne la mobilité des personnes, l'accent de la manifestation a été mis sur les compétences de communication.
On comprend sous compétence de communication la capacité et la détermination de se faire comprendre par les autres de manière verbale et non verbale. Il s'agit aussi d'envoyer et de recevoir des messages, de les traduire et de comparer différentes perspectives pour arriver à se comprendre. De plus, la capacité d'empathie et la capacité de changer de perspectives sont également des fondements essentiels. Dans ce contexte, on comprend la communication comme un processus servant à façonner de manière constructive les relations et à trouver des solutions.

On a procédé de la manière suivante pour trouver des réponses aux questions de savoir comment promouvoir de façon durable le plurilinguisme dans les espaces frontaliers, mais aussi quels sont les obstacles et déficits devant être pour cela surmontés :

- **Inventaire et analyse des besoins** en ce qui concerne la promotion pratique du plurilinguisme dans les régions frontalières de la Grande Région SaarLorLux et Oberrhein/Rhin supérieur – différenciés selon les régions frontalières, les domaines d'activité, les groupes ciblés et les perspectives temporelles (couverture à court terme des besoins voire promotion à long terme du plurilinguisme;
- **Collecte et échange des expériences** sur les approches et projets existants ;
- **Identification** des approches innovantes/prometteuses ainsi que des **barrières** et **déficits** centraux sur le chemin du plurilinguisme vécu;
- Elaboration de **recommandations d'action** aux décideurs de la société civile (p.ex. les médias, la politique et l'économie);
- **Présentation** de ces recommandations d'action et échange avec les représentants de la politique, l'économie et les sciences ainsi qu'un public intéressé.

De même que l'année dernière en 2015, les organisateurs ont conçu le DFD comme une plateforme d'échange et de réseautage entre les différents acteurs, traitant de la thématique au quotidien dans les deux régions frontalières franco-allemande. L'approche interdisciplinaire s'est ainsi reflétée par la présence de participants, acteurs issus du domaine économique, d'établissements de l'enseignement scolaire et parascolaire, des universités et des administrations.

Outre l'échange des différents points de vue (vue de terrain et panoramique), les questions ont été éclairées de manières contrastées entre les deux régions frontalières. Même si les deux régions sont confrontées à des défis semblables, des approches partiellement différentes sont suivies, ce qui a rentabilisé l'échange et permis un apprentissage mutuel.

Pour créer des conditions cadres appropriées pour un échange intensif et ciblé, les participants ont été réunis dans deux groupes de travail.

Sous le titre *« Formation économique et professionnelle : offre et demande, seulement une question de compétence linguistique ? »,* un groupe de travail s'est concentré sur les aspects économiques et politique du marché de l'emploi de la promotion du plurilinguisme.

Les institutions suivantes y étaient représentées :

- Agence pour le développement de l'emploi (ADEM), Luxemburg
- Bundesagentur für Arbeit (Regionaldirektion Rheinland-Pfalz-Saarland), Saarbrücken
- Christliche Erwachsenenbildung e. V. (CEB Akademie), Merzig
- Euro-Institut, Kehl
- European Employment Services (EURES), Saarbrücken
- Fachstelle für grenzüberschreitende Ausbildung (VAUS), Dillingen
- Industrie- und Handelsammer des Saarlandes (IHK), Saarbrücken
- Groupe de recherche Sociétés, Acteurs, Gouvernement en Europe (SAGE), de l'Université Strasbourg
- Trainings- Organisations- und Personalentwicklungsgesellschaft (TOP), Saarbrücken

Le deuxième groupe de travail a traité des *« Offre scolaire, universitaire et parascolaire : cohérence des offres ? »* auquel ont participé les représentants des institutions suivantes :

- Académie de Nancy-Metz
- Centre franco-allemand de Lorraine (CFALOR), Metz
- Deutsch-Französisches Hochschulinstitut (DFHI), Saarbrücken
- Deutsch-Französisches Jugendwerk (DFJW), Saarbrücken
- Hochschule für Technik und Wirtschaft des Saarlandes (HTW), Saarbrücken
- Institut de la Grande Région (IGR), Luxembourg
- Lycée Simon Lazard, Sarreguemines
- Umwelt-Campus Birkenfeld (UCB)
- Université de la Grande Région (UniGR)
- Universität des Saarlandes (UdS), Saarbrücken

Outre le travail en profondeur dans les groupes de travail, les participants se sont réunis pour des phases de travail communes pour comparer les résultats obtenus dans les groupes et répondre aux questions transversales.
Les résultats des deux jours d'échange, ont été présentés le troisième jour, dans un contexte plus large, en clôture de la manifestation, au public ainsi qu'aux représentants de la politique, de l'économie et des sciences dans le cadre d'une discussion commune.

- **Multilinguisme dans les régions frontalières: Défis et déficits**

Ce compte rendu des débats n'est pas le cadre approprié pour une illustration détaillée des difficultés spécifiques rencontrées avant, pendant ou après les projets et initiatives présentés par les acteurs participants à la manifestation (par ex. recherche des participants, financement à long terme, travail dans une équipe de projet transfrontalière, …).
Il s'agit ici bien plus d'expliquer les défis transversaux et centraux qu'il convient de surmonter sur le chemin menant vers des espaces frontaliers franco-allemands plurilingues :

- Une compréhension différente du multilinguisme (selon l'optique, le domaine d'activité, le groupe-cible, …)
- Un manque d'attractivité du pays voisin et de la langue du voisin pour le groupe-cible

- Un manque de visibilité et de cohérence des offres et des propositions mises en place pour la promotion du multilinguisme

- **Que signifie en fait le multilinguisme?**

Dans son « Nouveau cadre stratégique pour le multilinguisme » décrété en 2005, la Commission européenne a fixé la définition suivante sur le multilinguisme:

« Le multilinguisme désigne à la fois la capacité d'une personne d'utiliser plusieurs langues et la coexistence de plusieurs communautés linguistiques dans une zone géographie donnée. »

Même si au cours des dernières années le terme a gagné en popularité, pas seulement dans les débats scientifiques, sa signification reste souvent vague. Ainsi, la définition de la Commission européenne ci-dessus ne prend pas en compte par exemple le multilinguisme collectif et institutionnel. Il n'existe pas de compréhension commune du multilinguisme et il ne peut pas y en avoir car celle-ci doit toujours être considérée en fonction de la situation voire du contexte.

Dans le langage courant, on parle souvent aussi de bilinguisme au lieu de parler de multilinguisme. La prise de conscience que le multilinguisme se différencie du bilinguisme, semble peu développée. Les participants ont par contre soulevé l'importance de deux champs problématiques :

- ***Le manque de différenciation et des revendications irréalistes***

Pour savoir quelles compétences et quels niveaux de langues sont nécessaires pour parler de plurilinguisme, il est important de prendre en compte que nous sommes en présence de deux facteurs de motivation et de dimensions temporelles, en partie contradictoires, lors de l'apprentissage d'une langue étrangère :

- Une perspective orientée vers l'utilisation pour couvrir des besoins à court terme (p.ex. trouver et occuper un emploi)
  et
- une perception à long terme favorisant l'identification pour créer des espaces de vie plurilingues.

Maitriser les langues étrangères aussi bien que la langue maternelle, est un objectif encore souvent communiqué, voire recherché de manière consciente ou inconsciente, aussi bien par les enseignants que par les apprenants. Cela est utopique car on paralyse ainsi la pratique réelle de la langue et on réduit la motivation d'apprendre durablement et progressivement. De plus, cela ne correspond pas aux besoins réels de notre région frontalière. Il n'a pas été suffisamment pris en compte une perception différenciée, liée au contexte (environnement professionnel, ou encore aménagement des loisirs) et spécifique selon les groupes-cibles (p. ex. selon les secteurs économiques).

Si on compare par exemple les attentes vis à vis d'un travailleur potentiel, en ce qui concerne les compétences de communication à son entrée dans le secteur tertiaire, et dans la production industrielle, il apparait clairement qu'une différenciation est indispensable. Alors que dans le secteur tertiaire, outre des connaissances linguistiques appropriées, il est nécessaire d'avoir aussi de grandes compétences interculturelles, il semble que dans les domaines d'activités se concentrant en premier lieu sur le fonctionnement des machines, il est suffisant d'avoir au début un vocabulaire technique de base que l'on peut compléter petit à petit (on-the-job-

training). Cependant, cela doit être voulu par les entreprises, à savoir systématiquement soutenu. Si elles considèrent que les barrières bureaucratiques et financières sont trop élevées pour cela, il reste illusoire d'attendre que les entreprises fassent des efforts.

Les participants allemands ont fait état de nombreux postes à pourvoir qui resteront longtemps inoccupés en raison du (manque) de compétences linguistiques des candidats. Cela soulève la question de la motivation et des possibilités des entreprises à combler ces lacunes à moyen et long terme, en proposant des offres supplémentaires et en investissant dans la formation continue des employés, mais aussi la question de l'urgence réelle du manque de personnel qualifié, si souvent déploré.

- ***Le Multilinguisme : un projet élitiste?***
-

Jusqu'à présent, le multilinguisme a la réputation d'être réservé à un petit groupe de personnes surdouées ou à des parents particulièrement ambitieux. De plus, on a parlé pendant longtemps du danger de perdre les compétences de sa langue maternelle en apprenant trop tôt des langues étrangères. Cette image du multilinguisme a pour conséquence, entre autres, de mettre différentes langues étrangères en concurrence. L'inquiétude des parents de savoir combien de langues leur enfant doit encore apprendre et quelle langue est plus importante pour son évolution personnelle, est largement connu des professeurs de langue, mais pas seulement.
Le caractère fondé sur le processus additif et inclusif du multilinguisme a été établi aussi bien par de nombreuses études scientifiques que par le fait que chez les personnes plurilingues de nombreuses capacités cognitives sont plus développées (changement de perspective, capacité d'empathie, pensée créative). Cependant, ce constat ne s'impose que très lentement dans la perception du grand public.

- **L'Allemand: « élitiste » – le Français: « difficile »?**

La question de la langue représente un thème permanent pour le développement des relations franco-allemandes. Pourtant, il a existé pendant des siècles une asymétrie à cet égard. Alors que le prestige de l'allemand en France peut être défini soit de complètement désastreux soit de très unilatéral, le français a eu pendant longtemps en Allemagne une connotation d'idéal sociétal souhaitable.
L'allemand a été considéré comme la langue des pédants (17ème /18ème siècle), comme la langue du pouvoir des connaissances à connotation positive, et de la supériorité de la force militaire à connotation négative (19ème voir début du 20ème siècle). Ensuite, l'allemand a été la langue du miracle économique et du grand voisin se réveillant et inspirant tout d'abord peu confiance (2ème moitié du 20ème siècle). A aucun moment, il n'y a eu en France une image généralement positive de l'allemand allant de pair avec un modèle de société accepté. Au contraire, il a été considéré comme une langue élitiste ou une langue réservée à ceux qui avaient l'ambition d'un niveau d'éducation particulièrement élevé.
Cette vision a grandi au cours des siècles et se retrouve encore aujourd'hui chez de nombreux parents et élèves, comme l'a confirmée Jocelyne Maccarini, Inspectrice Pédagogique Régionale d'allemand à l'Académie Nancy-Metz. Les parents répètent encore et toujours que leurs enfants ne seraient pas suffisamment doués pour les langues, pour apprendre l'allemand et par conséquent « feraient mieux de se concentrer complètement sur l'anglais ».

Au cours des dernières années, les images positives qui ont fait pendant longtemps la renommée du français de l'autre côté du Rhin ont perdu de leur vigueur. Le français était

depuis le 17ème siècle la langue parlée dans les cours de l'Europe entière, et dans la mesure où l'étiquette de la cour a déteint sur la bourgeoisie, la langue française a gagné en importance, réputation et locuteurs. Le Siècle des Lumières au 18ème siècle a donné un nouvel essor à son image et a établi le français comme langue diplomatique.
Aujourd'hui en Bade-Wurtemberg, certes 75% des élèves de seconde choisissent le français comme deuxième langue étrangère. Ce chiffre cependant baisse considérablement dès lors que l'espagnol peut être choisi librement comme alternative. On observe la même tendance en Rhénanie-Palatinat et en Sarre.

Les perceptions à connotation historique de la langue du voisin doivent être prises en compte lors de la mise en place d'une promotion systématique du plurilinguisme, tout comme les images caractéristiques actuelles du pays voisin.

Dans le déroulement de la polycrise sur le continent européen, abordée plus haut, les relations politiques ont sensiblement refroidies au cours des dernières années. Les modèles de solutions choisies étaient trop opposés, les conditions générales sociales et économiques étaient elles aussi trop différentes.
Etant donné le déséquilibre économique actuel, le danger existe de comprendre l'augmentation du niveau de connaissances linguistiques et de l'échange transfrontalier uniquement comme une voie à sens unique en direction de l'Allemagne, c'est-à-dire pour répondre aux besoins de main d'œuvre en Allemagne.

Des allégations globales, fréquemment proférées, selon lesquelles la connaissance de la langue du voisin diminue de manière générale dans les régions frontalières franco-allemandes, ne se laissent pas démontrer empiriquement. Néanmoins, Professeur Thomas Bousonville, Directeur de l'Institut Supérieur Franco-Allemand de Techniques, d'Economie et de Sciences (ISFATES) à Saarbrücken et Dr. Antje Schönwald de l'Université de la Sarre ont rendu compte d'une baisse, aussi bien avérée que ressentie, des compétences dans la langue du voisin au cours des dernières années. Thomas Bousonville l'a illustrée avec la baisse continuelle du niveau de langue des étudiants de première année dans les cursus bilingues de l'ISFATES. On est confronté à la question de savoir dans quelle mesure les conditions d'admission peuvent être ajustées vers le bas. Dans un même temps, on cherche des approches adaptées pour intensifier, à l'écart de la transmission classique des langues, la promotion des langues étrangères de manière individuelle et parallèlement aux études. Sans pour cela toutefois réduire les contenus techniques des études.
Antje Schönwald a également rendu compte d'une baisse des connaissances de la langue du voisin en se basant sur les réponses des habitants des villages franco-allemands frontaliers de la région SaarLorLux rassemblées dans le cadre d'un projet de recherche. Des deux côtés de la frontière, l'impression qui se dégage est que les frontières linguistiques sont actuellement renforcées plutôt que supprimées. Cela se manifeste par exemple dans le cadre de l'organisation et de la réalisation commune des fêtes de village au cours desquelles la communication entre les acteurs devient de plus en plus difficile.

Les habitants de la région sont tout à fait disposés à accepter les objectifs de la Stratégie France, à savoir Allemagne. En même temps, ils doutent cependant que les annonces politiques en ce qui concerne la promotion des langues soient suivies d'actes réels. Pour l'instant, ils perçoivent peu, du moins dans leur environnement, dans quelle mesure les stratégies prennent vie.

- **Faible visibilité et manque de cohérence des offres**

C'est justement ce manque de visibilité des offres proposées qui a été au cœur des discussions entre les participants. Même les personnes traitant ce sujet au quotidien de manière intensive connaissent partiellement seulement les diverses initiatives et projets menés par les autres acteurs de l'espace frontalier. Ni un échange régulier, ni un enseignement tiré des expériences des autres ne sont garantis.

L'origine de ce manque de réseautage interne provient, entre autres, du manque de planification de projets à long terme, en raison de la concentration de l'offre sur la mise en œuvre de projets à court terme (souvent annuels). Cela a pour conséquence que les priorités sont axées sur la réalisation et la mise en évidence des objectifs des projets prévus. La création d'un réseautage durable est ainsi entravée. Une fois les projets respectifs terminés, on perd souvent l'expérience des responsables et les contacts personnels qu'ils ont établis. Cela illustre clairement les limites de la mise en œuvre de manière ascendante (bottom-up) de la promotion du multilinguisme au moyen d'une pluralité de projets indépendants les uns des autres.

Outre le manque de visibilité vers l'intérieur, les acteurs présents se voient aussi confrontés à un manque de perception à l'extérieur, ce qui conduit à ce que les offres existantes n'atteignent seulement qu'une très petite partie des groupes-cibles convoités. L'attractivité des offres proposées aux groupes-cibles est réduite, non seulement par les déficits en matière de marketing auprès des groupes-cibles, mais surtout en raison de l'absence d'insertion des offres spécifiques dans une perspective cohérente à long terme. Justement lors des transitions pendant la scolarité mais aussi entre l'école et la formation professionnelle, l'information sur les perspectives professionnelles et de vie dans les grandes régions arrivent trop tard.

Les participants ont cité dans ce contexte de nombreux exemples tirés de leur pratique quotidienne. Flora Palicot et Alexandra Schwarz de la Fachstelle für grenzüberschreitende Ausbildung (VAUS) à Dillingen accompagnent de jeunes apprentis lors de leur recherche d'un poste de stage dans le pays voisin. Au cours de ces stages, les jeunes gens font des progrès considérables en ce qui concerne leur connaissance linguistique. Une fois leur stage terminé, ils font toujours face cependant à la question de savoir comment ils pourront les consolider et les développer. Une vue d'ensemble sur l'intégralité des offres pour la promotion des langues étrangères à partir de la maternelle jusqu'à la formation continue à l'âge adulte fait défaut.

Jocelyne Maccarini a fait remarquer que les élèves sont en général très motivés lorsqu'ils commencent l'apprentissage de l'allemand. Cette motivation diminue cependant car ils ne constatent qu'une faible amélioration de leur aptitude. Cela résulte avant tout du peu de temps à disposition dans le quotidien scolaire. Deux heures par semaine en tout, cela correspond tout juste à une semaine de cours d'allemand pendant l'année scolaire. C'est pourquoi sans mise en réseau systématique des offres scolaires et parascolaires, une motivation durable serait plus une exception plutôt que la règle.

- **Plurilinguisme dans les régions frontalières: Recommandations d'action**

Les possibilités d'encourager durablement cette motivation des élèves ont été au cœur des discussions portant sur les possibles voies d'action en ce qui concerne le traitement des défis identifiés.
Trois aspects transversaux ont été considérés par les participants comme déterminants :

- Un développement méthodique de l'enseignement des langues

- Des informations plus précoces et mieux adaptées aux groupes-cibles sur les offres
- Meilleure interaction entre les offres et les acteurs

- **« Créer des occasions »**

Les participants ont plaidé pour une poursuite conséquente du changement de stratégie, amorcée les années précédentes dans l'enseignement des langues, où on est passé d'un enseignement plutôt statique à un traitement plus **dynamique, pragmatique et orienté sur la pratique** de langue. L'accent devrait être mis sur le développement des compétences de communication et sur ses applications directes.

Outre l'utilisation individuelle qu'il en attend, il est décisif pour la motivation de l'élève d'avoir un contexte associatif lors de l'apprentissage de la langue. Quels sont les pensées et sentiments liés à l'apprentissage d'une langue étrangère ? Si ceux-ci restent uniquement limités à la salle de classe et au livre de grammaire, on ne pourra pas susciter un enthousiasme et une motivation durable.

L'aspect relationnel de la communication doit être placé au centre de l'apprentissage à côté de l'aspect de fond, bien plus que cela n'a été fait jusqu'à présent. Il faut pour cela utiliser la proximité de la frontière et associer bien plus à l'apprentissage de la langue des **expériences et rencontres** personnelles. On pourrait par exemple utiliser, à une échelle encore plus large, les sorties de classe, qui existent déjà dans les écoles primaires et dans les premières classes des établissements d'enseignement secondaire, pour organiser des rencontres avec des élèves du même âge dans le pays voisin.

De plus, **l'apprentissage en tandem** est une opportunité pour lancer l'échange et l'utilisation directs de la langue étrangère. Les moyens de communication digitaux comme Skype se proposent en tant que moyen d'échange même en dehors des rencontres physiques directes.

Aloisa Sens, maitre de conférences en français au Umweltcampus à Birkenfeld et Hannah Wunram, responsable de projet à l'Euro-Institut à Kehl, ont rapporté leurs expériences positives avec les projets en tandem qu'elles ont réalisés. La question initiale était de savoir comment aider les apprenants à ne plus avoir peur de parler, de « se ridiculiser » pour arriver à s'exprimer de manière fluide lors d'un échange avec des personnes de langue maternelle.

Le principe de réciprocité est fondamental pour la conception des échanges tandem. Cela signifie que le partenaire apprenant apprend d'une personne de langue maternelle et est ainsi responsable de son propre apprentissage. La personne de langue maternelle en contrepartie aide le partenaire et s'adapte à son niveau de langue.

Il s'est avéré que le niveau des inhibitions à utiliser la langue du voisin aurait vite baissé en se servant de l'apprentissage en tandems binationaux. L'apprentissage autonome aurait augmenté la motivation de manière significative ce qui s'est reflété notamment dans l'acquisition d'un nouveau vocabulaire et une expression orale nettement améliorée. En particulier, la transition fluide d'un apprentissage formel vers un échange informel serait ici un facteur de réussite décisif.
Afin de rendre plus visible et mettre en scène avant tout l'**utilité** des langues étrangères pour les élèves, il serait important d'orienter le choix des thèmes et du matériel utilisés en cours davantage à l'espace de vie des élèves, voire les faire participer à leur élaboration. L'approche à l'aide de la musique, du sport, du théâtre permettrait, entre autres, un rapport émotionnel à la langue et pourrait favoriser un lien systématique de l'enseignement d'une langue étrangère avec l'apprentissage de compétences interculturelles.

Albert Raasch, professeur émérite, a plaidé pour briser, sans cesse et volontairement, l'exclusivité d'une langue au cours de l'enseignement d'une langue étrangère et de permettre de **switcher** entre les différentes langues. On pourrait de cette façon former les élèves à une prise de conscience plus importante du multilinguisme. De même, lors des rencontres entre jeunes allemands et français, on peut utiliser l'anglais comme langue-relais et ainsi diminuer les blocages de la communication existant au début de la rencontre.

- **Discours précoce et adapté aux groupes-cibles**

Les participants ont reconnu un besoin d'action urgent, aussi bien en ce qui concerne la forme, que les moments de l'information sur les possibilités de promouvoir une langue, et par là même les potentiels de développement personnel.
Souvent, les informations n'ont pas été reçues suffisamment à temps par les groupes-cibles visés (élèves, parents, enseignants, services du personnel, administrations, …). En particulier, lors des passages entre la maternelle, l'école primaire, les établissements supérieurs jusqu'aux études, à savoir les formations professionnelles et continues, il est indispensable d'assurer un **accompagnement continu et une sensibilisation le plus tôt possible**. Il faut dans ce cadre montrer la signification et les chances de la mise en place à long terme de compétences linguistiques pour le développement personnel.

L'augmentation nécessaire de l'attractivité des offres sous-entend une préparation et une présentation adaptées aux groupes-cibles. Il s'agit de créer des images attrayantes et de traiter les stéréotypes existants de manière offensive, pour véhiculer émotionnellement et de manière concrète les divers potentiels d'une vie dans un territoire frontaliers. On a la possibilité de découvrir à proximité de son domicile et sur un espace restreint quelque chose de nouveau dans les territoires frontaliers franco-allemands. Il faudrait davantage le mettre en valeur.

A cette occasion, les **multiplicateurs** comme les parents, enseignants, entreprises et jeunes gens jouent un rôle décisif pour transmettre les expériences qui les ont marqués personnellement, leurs connaissances et leur enthousiasme. Il s'agit d'identifier ces multiplicateurs, de renforcer leur sensibilité pour ce rôle et de les soutenir ensuite dans leur fonction en développant leur compétence de manière ciblée. De plus, il faudrait ensuite leur offrir la possibilité de se rencontrer pour un échange régulier.

Dr. Christina Reissner de l'Universität des Saarlandes a souligné le rôle déterminant joué par chaque professeur dans le contexte scolaire. Pendant des années, elle a sans cesse fait l'expérience que le nombre d'élèves choisissant finalement le français comme deuxième langue étrangère, dépendait de manière décisive de la prestance du ou des professeurs, notamment aussi lors des rencontres avec les parents ayant lieu avant le choix de la deuxième langue.

Afin d'augmenter la prise de conscience du multilinguisme de manière durable, il faudrait toutefois institutionnaliser **l'approche par groupe pairs** (peer-group) de la transmission des expériences. De nombreux résultats de recherche dans le secteur de l'éducation formelle et non-formelle montrent qu'un contact et un rapport d'expérience direct sur les mêmes domaines d'activités et de vie ouvrent les esprits et contribuent à susciter un débat constructif et positif sur le thème. Les pairs revêtent un caractère d'égalité naturelle qui permet d'initier des processus authentiques d'apprentissage. Riches de leurs propres expériences récentes, ils peuvent aborder les aspects importants du thème et les transporter émotionnellement au cours de rencontres personnelles et à l'aide d'un langage adapté au groupe-cible.

Gajane Gevorkjan, Présidente des Jeunes Fédéralistes Européens de Sarre, a confirmé cela en se référant à sa propre expérience en tant que multiplicatrice dans le cadre du projet « Meine Grenzerfahrungen – vivre, se former et travailler dans la Grande Région SarLorLux », financé par EURES-T. Une fois les ateliers terminés, les élèves lui auraient communiqué de manière répété avoir acquis une vision plus large et plus ouverte sur les possibilités d'un séjour à l'étranger et les exigences linguistiques.

Lors de la recherche d'entreprises pour un engagement à long terme en vue de la promotion des langues des collaborateurs, on pourrait utiliser la transmission des expériences des autres acteurs économiques (aussi bien personnellement qu'à l'aide de rapports d'expériences numériques) pour montrer leurs potentiels. Cela va de l'exploitation des nouvelles compétences des collaborateurs comme base d'innovation, d'enrichissement de l'entreprise et de la culture de l'entreprise, de garantie des emplois qualifiés dans la région et de l'augmentation du chiffre d'affaire possible en élargissant sa vue de la frontière à 360°.

- **Augmentation de la cohérence par une meilleure interaction entre les offres et les acteurs**
-

Dans ce contexte, les participants ont proposé, entre autres, l'élaboration d'un **atlas plurilingue** des régions frontalières franco-allemandes, sous la forme d'une plateforme centrale sur internet. On pourrait y présenter les offres de promotion à partir de la maternelle jusqu'aux études, montrer les facteurs de rattachement, répertorier le nom des personnes responsables ainsi que les dates importantes (p.ex. les foires).

A l'aide d'une telle concentration des offres proposées dans les régions frontalières franco-allemandes et établies selon les âges et les groupes-cibles, on pourrait réussir à montrer des perspectives à long terme et des critères de rattachement. Outre une meilleure vue d'ensemble pour les groupes-cibles, une plateforme de ce genre faciliterait aussi la détection des lacunes existantes dans les offres et les besoins.

Afin de combler ces lacunes et de réaliser une promotion systématique du plurilinguisme, il faudrait institutionnaliser pour les acteurs engagés des **opportunités d'échange et de travail réguliers et multidisciplinaires**. L'échange mutuel d'information n'est pas suffisamment garanti jusqu'à présent, ce qui empêche une interaction absolument indispensable des offres scolaires et parascolaires mais également multidisciplinaires.
Ce n'est qu'après avoir renforcé la communication interne que ces offres pourront ensuite acquérir en visibilité. Des progrès durables sous-entendent la conservation et l'échange des expériences.

- **Manifestation publique le 24 juin 2016**

Le résultat du référendum en Grande Bretagne communiqué le matin et faisant état de leur sortie de l'Union européenne a dominé les discussions des participants arrivant pour assister à la manifestation publique de clôture du DFD.

Klaus-Peter Beck, Président du Comité des sociétaires de l'Académie européenne d'Otzenhausen et Président du conseil d'administration de l'ASKO EUROPA-STIFTUNG a manifesté sa surprise et préoccupation.
Des réactions concrètes et rapides sont maintenant nécessaires au niveau européen. Il faut plus que jamais signaliser aux citoyens que l'on prend en compte leurs problèmes et que

retomber dans un mode de pensée nationaliste ne résout durablement aucun des défis auxquels ils font face. Il est crucial à cet égard de faire participer les citoyens et de développer une compréhension mutuelle. Comprendre, c'est la base de la coexistence humaine et de la genèse du nouveau.

Par la relance du processus d'intégration européen, la coopération franco-allemande revêt, comme déjà plusieurs fois dans l'histoire, une importance faisant autorité. Cela est d'autant plus valable pour les régions frontalières où les citoyens **vivent la petite Europe** au quotidien et peuvent sensiblement profiter des avancées.

Frédéric Joureau, Consul général de la République française en Sarre, a repris les propos de Klaus-Peter Beck. Le tandem franco-allemand demeure en Europe une force motrice qui devrait donner de nouvelles impulsions pour maintenir le modèle sociaux-économique européen. Il faut cependant reconnaitre que les populations, mais aussi certains acteurs politiques des deux côtés du Rhin, ne seraient pas toujours conscients de ce rôle. Apparemment, on se serait trop habitué les uns aux autres et on considèrerait beaucoup de chose comme allant de soi. Afin d'intensifier à nouveau l'échange et la coopération, il faut attribuer une priorité absolue à l'enseignement de la langue du voisin.

Les régions frontalières auraient aussi un **caractère de « laboratoires »** dans lesquels on pourrait expérimenter, faire des expériences et pérenniser des approches réussies.
Un large réseau de maternelles bilingues, de classes Abi Bac et de nombreux projets de coopération universitaires sont des exemples et des réussites réjouissantes qui devraient être suivis par d'autres.

Pour créer des espaces vitaux multilingues, Frédéric Joureau a attribué **un rôle clé à l'économie**. Celle-ci offre aux citoyens, en particulier aux plus jeunes, des incitations pratiques pour apprendre la langue du voisin.
Eu égard le niveau de chômage des jeunes demeurant élevé dans les régions frontalières françaises – il se situe actuellement de manière alarmante à 22% dans le Département Moselle – il est d'importance vitale de renforcer les **structures de cluster transfrontalières** mises en place.
L'objectif devrait également consister à étendre la Stratégie Allemagne de la Lorraine à la nouvelle Région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine (ACAL) afin de mettre en place un marché de l'emploi franco-allemand intégré qui puisse servir d'exemple à l'Europe.

La question de l'existence d'options d'action pour augmenter la perméabilité et la communication dans les régions frontalières était au cœur des débats lors de la discussion plénière de clôture animée par la journaliste Pascale Braun.
Ont participé aux discussions outre Patrick Jouin, Délégué Académique au Transfrontalier et à l'Allemand, conseiller technique du recteur de l'Académie Nancy-Metz, Mathieu Klein, Président du Conseil Départemental de Meurthe-et-Moselle, Prof. Dr. Claudia Polzin-Haumann, linguiste à l'Universität des Saarlandes et Ernst Riedl, Responsable de la gestion de la qualité des ressources humaines, ZWF GmbH, Sarrebruck.

Dans le contexte scolaire, **la continuité, la créativité et la mobilité** sont pour Patrick Jouin les trois lignes de conduite qui doivent être suivies de manière encore plus systématique que maintenant à l'Académie Nancy-Metz pour l'enseignement des langues étrangères afin d'avoir des résultats durables. Contrairement à la perception du public, le nombre d'élève apprenant l'allemand a pu être maintenu à un niveau constant. 30% des élèves du primaire et 60 à 70% des élèves dans l'enseignement supérieur apprennent l'allemand en Lorraine, même si ce n'est malheureusement que dans un cadre temporel restreint.

En raison de ces restrictions temporelles ne pouvant pas être changées à court terme, il est décisif de se servir de la proximité de la frontière immédiate et d'utiliser la dimension culturelle et l'application directe des capacités acquises pendant un échange avec les jeunes allemands. C'est pourquoi l'Académie s'efforce de développer des **rencontres transfrontalières** entre élèves et de promouvoir davantage les projets INTERREG dans cette optique. On est conforme aux objectifs fixés par la Ministre de l'éducation Najat Vallaud-Belkacem qui souhaite que tous les établissements scolaires français prennent part à un échange institutionnalisé avec des institutions partenaires européennes. L'Académie soutient les écoles lors de la recherche d'un partenaire en s'efforçant particulièrement de trouver un partenaire allemand proche de la frontière.

Outre l'utilisation immédiate de ce qui est appris, l'augmentation notable des capacités à trouver un emploi est la clé de motivation durable pour les élèves. Pour cela, il faudrait qu'ils soient informés sur les possibilités leur permettant d'aller travailler de l'autre côté des frontières. Dans ce contexte, on s'efforce de prolonger les stages obligatoires à l'étranger de une à deux semaines jusqu'à présent, à une durée de quatre à six semaines afin que les élèves puissent acquérir une plus grande expérience. Dans un même temps, ces stages deviennent plus intéressants pour les entreprises également.

Pour Patrick Jouin, les multiplicateurs décisifs dans l'enseignement sont les enseignants. Ceux-ci peuvent transmettre aux élèves non seulement une perception linguistique mais aussi les intéresser à la culture et éveiller leur curiosité pour le pays voisin. C'est pourquoi il est important d'investir dans **la formation et la formation continue transfrontalière des enseignants**.
Bien entendu, cela est notamment une question de financement, bien que Patrick Jouin voit dans ce domaine un potentiel de croissance. Il en est de même pour la mobilité et la coopération transfrontalière du personnel administratif.

Claudia Polzin-Haumann a approuvé les propos de Patrick Jouin en ce qui concerne la formation des enseignants. Pour les personnes souhaitant devenir enseignantes, il faudrait que l'échange transfrontalier soit obligatoire, déjà pendant la formation, afin que celles-ci soient en mesure de jouer plus tard leur rôle de multiplicateurs et puissent servir de modèle dans le sens d'une mobilité transfrontalière. On s'efforce actuellement en Sarre à mettre en place par exemple une formation bilingue et trilingue pour les enseignants du primaire. En dehors de toutes les déclarations stratégiques, un soutien concret, c'est-à-dire financier, est indispensable de la part des responsables politiques.

Outre le **réseautage** transfrontalier des acteurs importants dans le domaine de la recherche et en pratique, un enseignement des langues étrangères en réseau constituerait une prémisse décisive pour réaliser l'objectif d'espaces frontaliers multilingues.

Claudia Polzin-Haumann a souligné encore une fois que l'on ne peut pas parler en général *du* multilinguisme. Le multilinguisme a toujours quelque chose de partiel car chaque personne dispose d'un niveau de compétence différent pour parler, écrire et comprendre une langue étrangère. L'objectif de l'enseignement d'une langue étrangère doit être de mettre en place dans la tête de l'apprenant une flexibilité, de favoriser la réflexion et renforcer la capacité de s'adapter constamment au contexte. Ainsi, **compétence communicative fonctionnelle** et apprendre/enseigner en réseau seraient les termes clés pour créer des conditions cadres dans lesquelles la promotion du multilinguisme peut réussir.

Quatre conclusions majeures tirées de ses années de recherche et de pratique sont pour cela décisives :

- *« Le plus tôt sera le mieux »*

Aujourd'hui encore, on craint que l'apprentissage trop précoce d'une langue étrangère ait des conséquences négatives sur la capacité d'un enfant à apprendre sa langue maternelle. Cela a été réfuté sans aucun doute par de nombreuses études scientifiques. Au contraire, il s'est avéré qu'un **premier contact** avec la langue étrangère, **le plus tôt possible et de manière ludique,** facilite durablement, non seulement l'apprentissage des autres langues, mais renforce également à long terme les compétences dans la langue maternelle.

Dans le domaine de l'enseignement dès la petite enfance, la situation est satisfaisante en Sarre en ce qui concerne l'apprentissage des langues, et occupe même une place de premier plan par rapport à l'ensemble de l'Allemagne. La transmission de la langue française a lieu entretemps dans presque 40%, c'est-à-dire dans 190 maternelles. Hélas, cette couverture relativement élevée diminue cependant dans les autres cadres de formation institutionnels.

- *« Eloignons-nous de l'idée d'un déficit »*

L'apprentissage d'une langue étrangère est trop souvent lié à la peur de faire des fautes. Ce ne sont pas de bonnes conditions pour rester motiver durablement. Il conviendrait bien plus de comprendre que l'on y gagne toujours lorsqu'on apprend une langue étrangère et qu'il ne s'agit pas de la maitriser « parfaitement ». C'est pourquoi, il faut que les apprenants se mettent en tête qu'apprendre une langue est une tâche permanente qui offre toujours des opportunités et ouvre des portes.

C'est pour cette raison que les projecteurs devraient être davantage fixés sur **l'orientation des compétences** lors de la conception d'un cours de langue. Il s'agit de prendre conscience de ce que l'on maitrise déjà dans une langue étrangère et de ce que l'on peut réutiliser pour une autre langue. Pour Claudia Polzin-Hauman, cela signifie cultiver **« le flair de détective** » et la curiosité de l'apprenant.

L'interconnexion des langues est le moyen de créer une prise de conscience du multilinguisme. Les élèves développent, de manière consciente et inconsciente, des stratégies d'apprentissage qui leur facilitent l'apprentissage d'une autre langue étrangère. De nombreux élèves considèrent qu'apprendre l'espagnol par exemple est plus « facile » que le français alors que la langue a une structure morphologique beaucoup plus complexe. Cela serait dû notamment au fait que l'espagnol est appris comme troisième langue étrangère et les élèves peuvent faire appel aux compétences qu'ils ont déjà acquises en français.

La promotion de ces stratégies d'apprentissage pourrait être renforcée par l'implantation de quelques principes fondamentaux, de la même façon qu'ils sont consignés dans le concept EuroComRom. Celui-ci prouve à l'apprenant, qu'avec sa langue maternelle et une langue relais, il a finalement déjà assimilé beaucoup de connaissances pour pouvoir comprendre en peu de temps des informations ou des textes spécialisés, par exemple dans une langue parente mais pas encore apprise. D'autres compétences allant au-delà de la compréhension écrite et orale se laissent élargir avec une économie d'efforts et développer rapidement selon les besoins professionnels.

- *« first, le français »*

Dans la mesure où l'interconnexion de l'enseignement des langues est assuré, il serait judicieux de commencer par le français comme première langue étrangère car il existe un **potentiel de transfert** plus élevé du français vers l'anglais qu'inversement. En ce qui concerne le

vocabulaire de base, cela représente par exemple 70% au lieu de seulement 53% de l'anglais vers le français.
Il s'agit de faire part de cet enseignement aux parents aussi afin de réduire cet esprit de concurrence toujours présent entre l'anglais et le français. Dans ce contexte, Claudia Polzin-Haumann a rappelé à nouveau que la tentative de rendre obligatoire l'enseignement du français comme première langue étrangère en Bade-Wurtemberg a échoué face à la résistance d'une initiative de parents.

- *« Renforcer l'importance du quotidien »*

Des sondages réalisés auprès des parents sarrois ont montré que 68% étaient d'accord en règle générale pour établir le français comme première langue étrangère obligatoire à l'école primaire. Dans un même temps, seulement 32% on reconnu toutefois que le français jouait un rôle dans leur quotidien. En s'appuyant sur le concept de la **didactique de l'espace frontalier** développé de manière décisive par Albert Raasch, il est important ainsi de rendre le français palpable au quotidien. En ce qui concerne la génération des 30 à 50 ans également, souvent oubliée lors des initiatives multilingues, alors qu'elle joue un rôle décisif de multiplicateur, en tant que parent surtout.

En conclusion de ses propos, Claudia Polzin-Haumann a repris la métaphore des régions frontalières comme laboratoire que Frédéric Joureau avait déjà mentionnée au début de la manifestation. Après une phase expérimentale, il serait important cependant dans ces laboratoires de **se pérenniser comme approches réussies**.

Après avoir déjà réclamé plusieurs fois la responsabilité et l'engagement indispensable et durable des décideurs politiques pour une promotion systématique et réussie du plurilinguisme dans les régions frontalières, Mathieu Klein a exposé sa vision de la situation actuelle et les conséquences qui en résultent pour son action politique.

Mathieu Klein voit dans la stratégie Allemagne de la Lorraine bien plus qu'un projet ambitieux mis sur papier. Elle représente dans un premier temps un inventaire de tous les acteurs et projets qui se penchent sur les questions transfrontalières, souligne leur importance et mesure en même temps leur mise en œuvre pratique. C'est une condition pour élaborer une **politique cohérente en matière de langue pour l'espace frontalier tout entier**.

La Région ACAL aura pour cela à jouer un rôle pionnier, selon Mathieu Klein, c'est pourquoi son objectif est d'étendre la stratégie Allemagne à la Région entière. Il est très optimiste à ce sujet car le Président du Conseil Régional, Philippe Richert, est favorable également à la stratégie.

Le **trilinguisme** doit aller de soi pour les générations futures. En se concentrant clairement sur la mise en place du trilinguisme, on réussira également à atténuer la concurrence récurrente qui existe entre l'allemand et l'anglais.

Il faut communiquer de manière encore plus claire que les langues ouvrent la porte à la culture, la mobilité et l'emploi et les citoyens des régions frontalières peuvent trouver littéralement devant leur porte d'énormes potentiels de développement.

Pour augmenter l'attractivité de la mobilité transfrontalière, les domaines d'activité communs devraient être toutefois multipliés avec l'Allemagne. Actuellement, on a la situation actuelle où de nombreux frontaliers français vont de plus en plus au Luxembourg alors que des emplois sont également à pourvoir en Sarre, Rhénanie-Palatinat et Bade-Wurtemberg. Pour inverser

cette tendance, le Département Meurthe-et-Moselle a initié, en collaboration avec le gouvernement du Land de Rhénanie-Palatinat, un projet facilitant l'accès à une formation en Allemagne pour les demandeurs d'emploi français. Il souhaite à l'avenir promouvoir la **suppression des barrières bureaucratiques institutionnelles** de ce genre.

Que cela soit d'urgence nécessaire, est montré par les propos d'Ernst Riedl. Même si par le passé on avait trouvé un collaborateur adéquat, et que l'entreprise était prête à promouvoir ses compétences linguistiques de manière continuelle, les obstacles bureaucratiques rencontrés étaient tellement élevés que les entreprises ont été découragées à embaucher d'autres personnes n'étant pas parfaitement bilingues. En s'appuyant sur ces expériences, il est pour lui essentiel qu'il y ait une **reconnaissance réciproque des diplômes professionnels et de formation** entre l'Allemagne et la France.

Il a en règle générale confirmé le traitement plus pragmatique de l'apprentissage des langues étrangères. Pour lui cependant, l'utilisation immédiate, à savoir l'échange et la rencontre se trouvent au premier rang pour cela. Il faudrait ainsi utiliser plus fortement la situation de région frontalière au cœur de l'Europe pour institutionnaliser des rencontres régulières.

Dans un même temps, il se trouve que dans son secteur, il est pratiquement indispensable que les connaissances linguistiques soient parfaites, en raison de la complexité du thème et afin que son entreprise puisse atteindre l'objectif de s'implanter davantage qu'elle ne l'est actuellement sur le marché français de la région. C'est pourquoi, il plaidé pour une promotion de « on-the-job-training » et de formations continues.

Remarques du public

Magriet Zieder-Ripplinger, députée du parlement sarrois, a souligné l'importance d'un bon fonctionnement d'une **infrastructure transfrontalière dans les transports**. Pour réduire effectivement les obstacles aux rencontres franco-allemandes au quotidien, il est indispensable d'aménager les transports en commun transfrontaliers. Dans la Grande Région, il existe encore un retard considérable à rattraper. De même que pour le financement des programmes de mobilité destinés spécialement aux régions franco-allemandes frontalières, les objectifs politiques devraient aller de pair avec les moyens financiers.

Arno Krause, fondateur de l'Académie Européenne d'Otzenhausen, a mis en garde contre une concentration à sens unique en Europe sur la communication en anglais. La langue, c'est la culture et la diversité linguistique vécue. Elle appartient justement à cette diversité culturelle qui est toujours venue de l'Europe et a eu un grand rayonnement vers l'extérieur. A l'aide de la promotion systématique, à l'échelle de l'Europe, des compétences en langue étrangère, on pourrait réussir à réveiller la **conscience européenne,** apparemment endormie, des générations plus âgées et à en créer une nouvelle chez les jeunes.

Outre un résumé thématique des résultats de la manifestation, Marco Wölflinger, Directeur de l'Académie Européenne d'Otzenhausen, a utilisé son mot de clôture du 18ème DFD pour lancer un appel aux participants à continuer à s'engager pour la promotion du plurilinguisme afin qu'en Europe on recommence à se **parler ensemble** au lieu de parler **les uns des autres**. C'est ce qui manque de nos jours.